



Pouvoir d'achat Emploi public Le compte n'y est pas !

Un mois que le Ministre chargé de la Fonction Publique a ouvert un cycle de négociations sur le pouvoir d'achat avec les organisations syndicales ;

Un mois qu'il a solennellement affirmé qu'aucun agent public ne devait perdre d'argent à travailler dans le service public ;

Un mois qu'il a annoncé sa volonté de s'engager sur un mécanisme de garantie du traitement indiciaire et sur la progression du pouvoir d'achat.

Après des années sans négociations salariales, les personnels titulaires et non titulaires pouvaient légitimement croire que leurs préoccupations croissantes en matière de salaire et de niveau de vie allaient enfin être entendues.

Ils pouvaient légitimement croire que des réponses concrètes, rapides, construites par le dialogue avec l'État et les autres employeurs publics allaient leur être apportées.

Mais ce n'est pas le choix du gouvernement.

Il propose du « travailler plus » – là où les personnels veulent du mieux : mieux de pouvoir d'achat et mieux d'emploi public.

Et il annonce d'emblée que pour 2008, les augmentations générales seront très inférieures au taux de l'inflation.

Après 2007, « année blanche », 2008 ne doit pas être une année de disette !

La CFDT sait ce qu'elle veut. Elle veut des garanties pour les salariés et affirme aujourd'hui que, dans la Fonction Publique, le compte n'y est pas !

- ***Pour le maintien et la progression du pouvoir d'achat,***
- ***Pour la défense de l'emploi public***
- ***Pour imposer le dialogue social et la négociation dans la Fonction Publique***

Elle appelle les agents à participer à la journée d'actions, de mobilisation et de grève du 24 janvier 2008.